



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 20 septembre 2021

Le vaccin est une protection, le capitalisme une agression !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne... pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés. Face à cette

catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1^{er} octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

NOTRE PRESSE

version papier, en ligne et sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Salariés jetables ?

Au prétexte de la crise des semi-conducteurs, la nouvelle équipe qui devait être créée à PSA Mulhouse pour le lancement de la 308 a été repoussée. Près de 400 intérimaires tout juste formés ou en cours de formation ont été renvoyés chez eux alors même que certains venaient des quatre coins de la France dans l'espoir de trouver un emploi stable. Une cinquantaine de travailleurs Italiens ont également subi le cynisme de la direction et ont été renvoyés à Naples, à plus de 1000 km de là alors qu'ils avaient fait le déplacement exprès.

Par contre pour ceux qui restent, les samedis sont annoncés comme travaillés, 10 minutes sont rajoutés chaque jour, les lignes sont accélérées...

On n'est pas responsables des manques de pièces, ce n'est pas à nous de payer la note!

PSA ça ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît

17 salariés de PSA Charleville-Mézières ont saisi les Prud'hommes pour réclamer la majoration de leurs horaires de nuit, non payées depuis plusieurs années. La direction avait mis en place des équipes de fin de semaine, dites équipes de suppléance, où près de 330 employés font des horaires de nuit, 1 semaine sur 3, en triplage (en 3x8). Le code du travail est formel : « La rémunération des salariés de l'équipe de suppléance est majorée d'au moins 50 %... ».

Les avocats de PSA rétorquent qu'« il n'y a pas d'équipe de nuit sur le site PSA de Charleville-Mézières, il n'y a que des salariés en triplage ». En gros : pas d'équipe de nuit, seulement des ouvriers qui travaillent la nuit... mais pas « en nuit » ? De qui se moquent-ils ?

188 salariés concernés, ont donc été volés de 1 000 à 1 200 € par salariés sur 3 ans. De quoi nous mettre tous immédiatement en colère.

Tous ensemble ! Wszyscy razem ! Tutti insieme !

À PSA Sevelnord, au Montage, il y a quelques jours, il y a eu des débrayages de dizaines d'ouvriers contre les sous effectifs et les fortes cadences. Même les travailleurs polonais venant d'Opel à Gliwice ont participé : ils ont en ras-le-bol de l'usine-prison à la française, « pire que chez eux » selon certains. Qu'on soit de Poissy, de Sevelnord, français, polonais, ou italien : on a qu'une solution pour améliorer notre sort : la lutte solidaire contre notre patron commun

Crise des semi-conducteurs à Renault Sandouville

Tous les constructeurs mettent des usines à l'arrêt pour cause de crise des semi-conducteurs. Mais à Renault Sandouville, 983 calculateurs qui en sont équipés vont partir à la poubelle, pour cause d'une stupide fuite dans la toiture de l'usine que la direction n'a jamais fait colmater. La crise est surtout celle de l'incompétence des directions, à Renault comme à PSA, incapables de boucher les trous, dans les toits comme à la production...

Le sous-marin Cocorico a fait plouf

Le contrat franco-australien de 56 milliards qui devait rapporter gros à l'industrie française de l'armement a été annulé. Et ça fait pleurer nos politiciens franchouillards, chantres de la concurrence capitaliste, de constater qu'elle ne s'arrête pas à nos frontières. Mélenchon va jusqu'à tweeter sa solidarité avec le gouvernement qui rappelle les ambassadeurs français des États-Unis et d'Australie... Quand les patrons et même les marchands de canons français se prennent un coup de boule, les volontaires pour venir à son chevet ne manquent pas, à droite comme à gauche.

Pour avoir un avenir, les ouvriers des constructions navales ne peuvent pas compter sur les « projets industriels » des capitalistes ou de l'État, mais sur leurs luttes pour maintenir l'emploi et leurs salaires.

Vaccins aux pays pauvres : promesses non tenues

Au 3 septembre 2021, les pays riches n'avaient livré que 102 des 500 millions de doses de vaccin promises aux pays pauvres dans le cadre du programme Covax, soit 20 %. Sur les 60 millions de doses promises par la France, à peine 7 % ont été livrées.

Pour éradiquer la pandémie, il faudrait vacciner massivement la population mondiale, mais les grands trusts pharmaceutiques défendent jalousement leur monopole sur les vaccins, empêchant de les produire librement partout. La pandémie du Covid-19 a déjà fait plus de quatre millions et demi de morts. Pour mettre fin au cataclysme, il faut exproprier ces trusts et faire des vaccins disponibles un bien commun.

Réalité alternative

Macron veut appliquer la réforme de l'assurance chômage à partir du 1^{er} octobre. En reprenant quasiment à l'identique le texte que le conseil d'État avait suspendu au mois de juin, en raison des « incertitudes » économiques créées par la crise sanitaire. Il faut dire que cette réforme ferait perdre aux chômeurs jusqu'à 35 % de leur allocation !

Mais pour Macron et son gouvernement, il paraît que « tous les indicateurs convergent vers une reprise forte ». C'est vrai, dans leur monde, il suffit de « traverser la rue » pour trouver du travail...

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

